ISSN 0024-7650

lutte ouvrière
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

En 1995

MENER LA LUTTE DE CLASSE POUR NE PAS LA SUBIR

Airbus et crise algérienne

TERRORISME INDIVIDUEL ET TERRORISME D'ÉTAT

LES DEUX BOUTS D'UN MÊME BÂTON

M 6189 - 1382 - 9,00 F

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1382 - 30 décembre 1994 - prix : 9 F

ÉDITORIAL

Airbus et crise algérienne

TERRORISME INDIVIDUEL ET TERRORISME D'ÉTAT

LES DEUX BOUTS D'UN MÊME BÂTON

L'affaire de l'Airbus d'Air France comme bien d'autres actes de terrorisme aveugle rappelle que le choix de recourir à de telles méthodes est loin d'être innocent, même pour s'émanciper et même en prétendant qu'on ne peut faire autrement, car cela ne va jamais dans le sens de la défense des opprimés.

D'abord, on a pu voir que, contre la puissance, les techniques et les moyens humains et matériels d'un État moderne, ces actions sont le plus souvent vouées à l'échec et, au bout du compte, ne peuvent que permettre à un Pasqua ou un Balladur de plastronner.

Et quand elles ne sont pas vouées à l'échec, elles sont ignobles et nuisent à la cause que l'on prétend ou voudrait défendre, car les victimes n'en sont la plupart du temps que des innocents.

Comme les bombes dans les lieux publics, il s'agit d'un chantage dont les puissants, ceux que l'on voudrait faire céder, se moquent éperdument, lorsque leurs intérêts sont réellement en cause. Si cela touche des gens de leur milieu, cela fait partie des risques du métier. Et si cela ne touche que des malheureux qui n'y sont pour rien, cela leur permet de verser des larmes sur les victimes en faisant oublier leurs propres responsabilités éventuelles.

Mais, pire, lorsqu'il s'agit d'attentats individuels qui visent sélectivement, comme actuellement en Algérie, des ressortissants étrangers, ou des enseignants, ou des journalistes, ou des artistes, ou des femmes qui veulent travailler, ou des jeunes filles qui refusent de porter le voile ou qui veulent simplement aller à l'école, c'est encore plus ignoble.

Bien sûr, les intégristes du FIS ou du GIA s'appuient, nous dit-on, sur la jeunesse déshéritée des grandes villes d'Algérie, cette jeunesse qui s'était révoltée en 1988. Bien sûr aussi, le régime et son armée n'ont tenu aucun compte du résultat du premier tour des élections de 1991 qui donnait la victoire au FIS et ont cassé ces élections.

Il est vrai que le régime algérien est une dictature anti-populaire et corrompue.

Mais il est non moins vrai que le régime que pourraient instaurer les hommes du FIS serait aussi une dictature, ayant peut-être une base populaire plus large, mais une dictature quand même. Et surtout une dictature réactionnaire, moyenâgeuse qui ne serait guère tendre envers ceux qui ne pensent pas comme elle. Et cela donne les limites de la démocratie électorale. Parce que, si le FIS obtient le pouvoir grâce à une majorité aux élections, il ne permettra sûrement pas à la minorité de s'exprimer. Le FIS ne permettra même pas à la minorité de vivre autrement que selon les règles qu'il fixera. Ce sera la fin de la culture pour les filles, la soumission au père, aux frères et au mari, les mariages arrangés, ce sera un recul d'un siècle pour tous ceux qui avaient commencé à avoir un peu accès à la culture.

Les intellectuels auront à se faire les chantres du régime, à fuir ou à mourir, les femmes n'auront qu'à se taire.

Faudrait-il accepter cela parce que le FIS aurait obtenu 51 % des voix aux élections ? Ce sont là les contradictions et les limites de la démocratie électorale. La démocratie est une chose relative car on ne peut accepter n'importe quel régime sous prétexte qu'il sort des urnes. Hitler aussi avait été élu !

Et puis si le FIS s'appuie sur les jeunes déshérités, il ne les représente pas. Ces jeunes, en particulier des garçons, trouvent peut-être en ce moment, dans la lutte, dans la loi coranique qu'ils imposent dans leurs quartiers, un moyen de croire s'émanciper en s'imposant aux autres. Mais dans un État dominé par le FIS, cela ne leur ferait trouver ni leur propre émancipation, au contraire, ni la moindre solution économique ou sociale à leurs problèmes, sauf pour les parvenus du nouveau régime.

C'est pourquoi d'ailleurs le FIS et le GIA n'ont cure d'utiliser des méthodes terroristes et de recourir à l'assassinat. Le régime qu'ils veulent construire n'est pas une démocratie. La parole au peuple ? Pas question ! Même à la fraction du peuple sur laquelle ils s'appuient aujourd'hui. La parole ce sont des imams qui diront ce qu'elle est et ce qu'elle doit être, mais des imams du régime.

D'un autre côté, on ne peut pas espérer du gouvernement algérien actuel qu'il règle les problèmes de l'Algérie ou qu'il protège la population contre les intégristes. C'est lui qui a désespéré la jeunesse algérienne et qui a fait le lit du FIS. Aujourd'hui il ne connaît que la violence répressive, la terreur, les tortures, faisant se lever plus d'adversaires qu'il n'en abat. Demain, il essaiera peut-être, pour couper l'herbe sous le pied au FIS, de lui ressembler en imposant le voile aux femmes, en leur fermant les écoles et les universités, en interdisant tout ce qui est culture étrangère, etc. Et après-demain, il composera avec le FIS avant, sans doute, de lui laisser la place.

Aujourd'hui, même ici en France, une pression se fait sentir dans les milieux maghrébins. Pas toujours ouvertement celle du FIS, mais plus insidieusement, celle de la religion.

A ceux qui croient, on reproche de ne pas pratiquer assez ; à ceux qui pratiquent on reproche de ne pas le faire assez ouvertement ; contre ceux qui ne sont pas croyants et le disent, on mène une petite guerre. La pression vient souvent des jeunes garçons sur les soeurs... et sur les parents, quand on ne fait pas quelques menaces sur les familles restées en Algérie.

Dans la situation de l'Algérie, malheureusement, la classe ouvrière française ne peut pas faire grand-chose, car elle est elle-même désarmée.

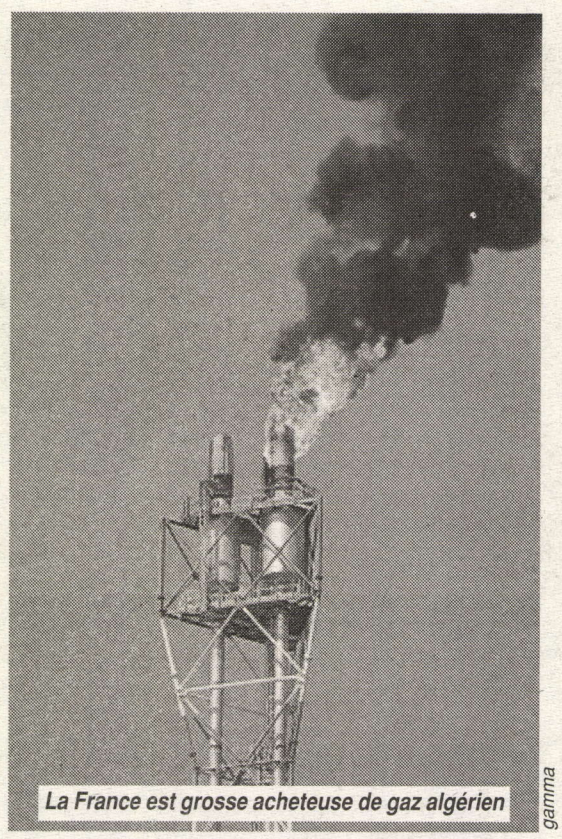
Les idées religieuses de tout bord, les intégrismes catholique ou juif augmentent en même temps que le musulman car l'un nourrit l'autre.

Et la classe ouvrière n'a pas de parti pouvant exercer une contre-pression et défendre ceux qui sont menacés. Les syndicats sont désertés et les organisations de quartier sont peu nombreuses et de moins en moins animées par des militants de gauche, quelquefois même ce sont les instruments de pénétration et d'encadrement du FIS. Mais tout cela est lié, c'est le recul de la politisation de la classe ouvrière, ici, qui permet au Moyen-Age de réapparaître.

Pourtant, réagir est indispensable. Car, non seulement le sort de la classe ouvrière française a été lié à l'Algérie depuis plus d'un siècle, mais il lui sera lié encore longtemps dans l'avenir. De nombreux Algériens et d'encore plus nombreux Maghrébins, vivent et travaillent ici et à ce titre font partie de la même classe ouvrière.

Alors, il faudra bien faire en sorte que ce ne soit pas seulement le gouvernement algérien, le FIS, Pasqua... ou Le Pen qui décident de notre avenir commun.

La politique «algérienne» de la France : PRÉSERVER LES INTÉRÊTS DES CAPITALISTES FRANÇAIS


La France est grosse acheteuse de gaz algérien

gamma

Par-delà le drame de l'Airbus et ses retombées immédiates comme l'assassinat de quatre religieux à Tizi-Ouzou, la préoccupation du gouvernement français est moins l'avenir de l'Algérie et ses conséquences pour le peuple algérien, que l'avenir des intérêts économiques de la France, c'est-à-dire des groupes industriels et financiers français. Car ces intérêts restent importants. Ainsi par exemple, une grande proportion des importations de gaz de la France provient d'Algérie, comme une partie de ses importations de pétrole. L'aide financière de la France, qui permet surtout au gouvernement algérien de passer commande aux entreprises françaises, a fait que la dette accumulée de l'Algérie à l'égard de la France est considérable. En effet, la France reste le premier fournisseur de l'Algérie et son deuxième client. C'est cela que l'impérialisme français risque de perdre en cas d'effondrement total de l'économie algérienne ; pas le fait que la population algérienne tomberait sous le joug d'un régime barbare avec les islamistes au pouvoir.

D'ailleurs les autorités françaises s'accommodent fort bien du régime actuel, héritier de régimes successifs qui ne le cèdent en rien aux islamistes dans le domaine de la répression anti-populaire, telle celle qui suivit les émeutes de la faim de 1988, ou encore celle qui sévit aujourd'hui.

Les gouvernants français sont bien obligés, de fait, de soutenir le régime au pouvoir en Algérie. C'est avec lui qu'ils traitent, auquel ils fournissent des crédits, des vivres... et des armes. Mais ils voudraient bien aussi prévoir l'avenir et ne pas se fâcher avec les hommes du FIS, au cas où ils arriveraient au pouvoir. C'est d'ailleurs la politique que les dirigeants des autres pays impérialistes — dont les États-Unis — ont choisie.

Alors les dirigeants français, qui ne peuvent se dégager entièrement de leur soutien au régime actuel sans risquer leurs intérêts immédiats, essayent de se partager les rôles. Juppé, le ministre des Affaires étrangères, apparaît comme le partisan de l'ouverture du dialogue avec les islamistes. Il l'a encore redit dernièrement, expliquant à l'adresse de ceux qui sont au pouvoir à Alger : *«Lorsqu'on veut participer à un processus démocratique, il faut accepter les règles de la démocratie et la règle de base, c'est l'alternance. Quand on gagne des élections, c'est très bien, mais quand on les perd, on s'en va»*. Allusion à l'annulation par l'armée, en décembre 1991, du premier tour des élections remporté par les islamistes du FIS.

Pasqua, lui, est présenté comme le partisan de la lutte intransigeante contre la montée de l'islamisme, et du coup comme un soutien du gouvernement d'Alger. Et ce soutien ne se limite plus à des encouragements verbaux, il s'y ajoute la fourniture d'armements anti-émeutes ou ces hélicoptères spécialisés dans la répression urbaine.

Ces deux volets de la politique du gouvernement français traduisent une seule préoccupation : les intérêts économiques du grand capital. Quant au sort du peuple algérien — celui d'Algérie comme celui qui vit en France — les intellectuels de là-bas ou les prolétaires d'ici, cela c'est le cadet de leur souci. Ce qu'ils veulent, c'est l'ordre en Algérie, qu'il soit laïque ou coranique.

J.P.V.

PAUVRE 1994 !

(Éditorial des bulletins d'entreprise du 26 décembre 1994)

En ce qui concerne les travailleurs, la rétrospective des événements de l'année 1994 est très simple. Le chômage a augmenté et la part des emplois à durée déterminée s'est accrue par rapport aux embauches définitives. Le niveau de vie a baissé car les salaires n'ont pas été augmentés - quand, pour beaucoup, il n'ont pas diminué - tandis que les prix ont augmenté parfois sensiblement comme ceux des transports en commun ou de l'essence. La qualité des services publics s'est dégradée, que ce soit l'enseignement, les locaux scolaires, les transports en commun, les hôpitaux ou le remboursement des soins. Sans parler des logements.

Le nombre des chômeurs indemnisés passés RMistes puis indigent, voire sans-domicile-fixe ou pas, a littéralement explosé. Et on meurt de plus en plus de froid l'hiver dans les grandes villes.

Parallèlement, les organisations de secours comme les Restos du Cœur ont vu croître leurs activités. Et la radio et la télé font de plus en plus appel à la charité publique pour loger les sans-abri ou nourrir ceux qui ont faim. Toutes choses que devrait faire l'Etat plutôt que de subventionner directement ou indirectement les profits patronaux.

Pendant ce temps-là, les riches sont de plus en plus riches, les profits s'envolent et les restaurants à 2 000 F et plus par tête ne désemplissent pas.

Voilà, pour nous, l'année 1994 a simplement aggravé un peu plus ce que 1993 avait laissé.

Le reste : la maladie de Mitterrand, les rivalités pour sa succession, les hésitations de Delors, les mesures Balladur, tout cela c'est de la petite histoire pour nous distraire et nous faire accepter de mois en mois un peu plus de chômage et de misère.

Pendant ce temps-là, les plus fortunés voient leur puissance se maintenir. Les plus fortunés, vous savez, ces grands patrons, PDG d'Alcatel, de la Générale ou de la Lyonnaise des Eaux, de Schneider, et on n'en finirait pas de les citer, plus ou moins «examinés» par la justice. Tous ces gens décident de notre sort, siègent dans des dizaines de conseils d'administration et ont plus de pouvoir que les ministres ! D'autant que les ministres, ils les achètent.

1994 fut donc encore une année où la colère des travailleurs n'a pas mis fin à la puissance de tous ces gens-là. Pourtant, elle avait commencé avec la colère des jeunes contre le SMIC-jeunes, et celle des enseignants qui avaient manifesté à plusieurs centaines de milliers à Paris. Mais tout cela n'a malheureusement pas eu de suite.

On parle d'une reprise économique en 1995. Mais même les menteurs professionnels qui nous gouvernent n'osent pas dire qu'elle s'accompagnerait d'une diminution du chômage. Chirac, Balladur et Cie en sont à ne plus parler du chômage mais tentent de se transformer en Coluche ou en abbé Pierre pour s'occuper des pauvres sans s'en prendre au patronat. C'est que le chômage, c'est bon pour les profits car cela pèse sur les salaires.

Le patronat et ses hommes politiques nous disaient que les classes sociales et la lutte des classes sont des vieilleries dépassées. Aujourd'hui, ils découvrent qu'un «fossé social» se creuse. Il ne nous reste, à nous, qu'à redécouvrir qu'il faut mener la lutte de classes au lieu de la subir.

Alors si 1994 nous a préparé cela et bien, finalement, elle aura peut-être été, rétrospectivement, une bonne année.

RECTIFICATIF

C'est par erreur que, dans notre éditorial du 16 décembre (LO n° 1380), nous avons attribué au gouvernement Mauroy la décision de supprimer l'autorisation administrative de licenciement. On doit cette mesure, prise en 1986, au gouvernement de «cohabitation» de Chirac.

Mauroy a pris la responsabilité de bien d'autres mesures contre les salariés quand il était Premier ministre, mais pas de celle-là.

Les "400 logements" de Chirac

LES SANS-LOGIS ONT INTÉRÊT À MAINTENIR LA PRESSION

A la veille du réveillon, Chirac se flatte d'avoir déniché 400 logements pour les mal-logés. Le coup de force des sans-logis du DAL, qui ont occupé un immeuble de la COGEDIM à Paris, et surtout l'appui de l'abbé Pierre, ont permis ce miracle électoral de transformer le grand vilain Chirac, ennemi de toujours des mal-logés, en Père Noël. Mais on aurait tort d'y croire. Car ces 400 logements, il ne les a pas tirés de sa hotte : ils étaient vides, des semaines, des mois, et pour certains des années avant, comme ne cessaient de le répéter les associations de sans-logis.

Ce "miracle" mérite donc qu'on y regarde de plus près. D'abord, il ne concerne qu'une partie des sans-abri, celle qui peut payer un loyer modéré. Les SDF sans ressources ne sont pas pris en compte, même si les politiciens en parlent beaucoup. Et puis dans cette affaire de logements, il y a surtout la façade.

La mini-"nuit du 4 août" des assureurs et banquiers

Le 21 décembre, Tibéri, le premier adjoint de Chirac, et dit-on, le maire effectif de Paris (Chirac s'occupant lui, paraît-il, de politique) a réuni quelques banquiers et assureurs, propriétaires d'immeubles vides : AGF, GAN, UAP, Crédit foncier, Crédit lyonnais, Suez et Société générale. Il leur a expliqué en substance que s'ils voulaient échapper à la réquisition, il valait mieux "offrir" quelques uns de leurs immeubles inoccupés. Ce qu'ils ont fait deux jours plus tard, le 23 décembre, mettant sur la table 200 logements. D'autre part, la Ville de Paris a elle-même proposé 130 logements de son propre patrimoine, et enfin trois immeubles (75 logements) appartenant à des promoteurs et des marchands de biens devraient être réquisitionnés, si le préfet accepte de le faire. Constatons que la réquisition est peu employée (le sera-t-elle effectivement ?) et épargne les groupes financiers. Voilà, c'est tout pour le moment, et il n'est pas dit qu'on aille bien au-delà. Chirac, en vilain cafteur, a passé le relais en signalant que l'Etat (la banque de France, et le ministère de l'Economie) avait lui aussi des immeubles sous-occupés, mettant ainsi Balladur au pied du mur desdits bâtiments.

Les sans-logis ne sont pas au bout de leur peine

400 logements, c'est peu de chose. Il y aurait une centaine de milliers de logements vides à Paris. Il y a quelques semaines, le DAL avait déposé - ou plus exactement tenté de déposer - 800 dossiers de demandes de réquisitions, auprès de la mairie et de la préfecture qui les avaient l'une et l'autre refusés. Ces dossiers désignaient précisément 800 logements inoccupés, deux fois plus que ce que Chirac a trouvé. Qu'attend-on pour recevoir et instruire ces dossiers... qui ne sont toujours pas déposés à l'heure qu'il est, pour la bonne raison qu'il n'y a nulle part de guichet à cet effet ! Car, si la loi de réquisition existe en principe, dans les faits, rien n'est prévu pour la faire appliquer.

Et tandis que Chirac a accompli sa B.A. en faveur des sans-logis, et surtout en faveur du candidat Chirac, on voit la COGEDIM démolir un de ses immeubles vides pour le rendre inhabitable, on entend De Charette, le ministre du Logement, freiner des quatre fers (il n'est pas candidat à la présidentielle, lui !), et Chirac lui- même mettant de l'eau dans son vin, souligner que la procédure de réquisition est "complexe". Tiens donc ! Cela n' a pas empêché qu'elle soit utilisée une soixantaine de milliers de fois surtout après la dernière guerre ainsi qu'à la fin de la guerre d'Algérie en faveur des rapatriés.

Le Parlement vient de s'en prendre au logement social

Le jour même où Chirac amusait le bon peuple avec ses 400 logements, le vendredi 23 janvier, le Parlement a adopté une loi dite "sur la diversité de l'habitat". Elle modifie une loi précédente de 1991 qui obligeait les communes urbaines à construire un minimum de logements sociaux, faute de quoi elles devraient verser une contribution annuelle. Le principe n'est pas changé, mais bien des logements intermédiaires sont maintenant qualifiés de sociaux, ce qui allège les obligations des communes et qui vide donc l'ancienne loi d'une grande partie de ses effets.

Projecteurs sur l'opération Chirac et obscurité sur le vote du Parlement qui va supprimer, à terme, bien plus de logements sociaux, voilà la réalité du système.

Alors si quelques sans-logis ont obtenu un droit élémentaire en forçant des portes, ils n'ont d'autres choix que de continuer.

André VICTOR

Madame Simone chez les pauvres

AFP

Le ministre de la Santé, des Affaires sociales et de la Ville, Simone Veil, a passé l'après-midi et le soir du réveillon chez les pauvres, les malades, les exclus. A une cadence infernale : à 16 heures, goûter chez des femmes isolées de Saint-Cyr-l'Ecole. A 17h45, visite de l'hôpital Robert-Debré, à 20 heures présence à la "Nuit des Seuls" sur l'hippodrome d'Auteuil, et enfin, à 21h30, dîner auprès du Secours catholique à l'Espace Austerlitz. Pas mal ! Il n'est pas dit que Chirac lui-même arrive à soutenir un rythme pareil.

Tapie à la recherche d'un trampoline

Envoyé au tapis par le Tribunal de commerce, menacé de voir son inéligibilité pour cinq ans confirmée en appel, Tapie n'en continue pas moins à donner des interviews à la presse et à afficher l'image du gagnant perpétuel.

Dans une interview à *Paris-Match*, il envisage plusieurs manières de rebondir et notamment celle-ci : se relancer dans le show-biz, qui ne lui avait pourtant guère réussi au début de sa carrière (à 20 ans, il avait sorti un disque sous le nom de Bernard Tapy) : "*Je deviens le Julio Iglesias de la franco-phonie. Je chante sur scène. (...) Et je prends un pied énorme. Chanteur, c'était peut-être ma vraie vocation*". Menace ou promesse ? Et pour qui ?

Mais, en attendant, Tapie espère, dit-il, qu'"*un personnage très important de la République*" lui viendra en aide et pourra lui permettre de se présenter au moins aux élections de Marseille. Ce mystérieux personnage ne serait-il pas un certain Tonton alias Mitterrand ? Décidément, la vie politique est un spectacle de patronage.

Mais on a envie de crier : remboursez !

Jeux à gogo

Il y a à peine deux semaines, l'Assemblée nationale a décidé l'interdiction des machines de jeu installées dans de nombreux cafés, en particulier dans des quartiers populaires.

Voilà bien longtemps qu'il était de notoriété publique que ces machines prétendument "*distributrices de confiseries*" servent à des jeux d'argent... officiellement clandestins. D'après des évaluations officielles, il paraîtrait même que la mafia, qui organise et contrôle ce réseau, brasse ainsi des sommes qui atteignent un total annuel de quelque 13 milliards de francs. Quant aux cafetiers complices, ils y trouvent aussi très ouvertement leur compte puisque l'usage voudrait qu'ils touchent la moitié des mises.

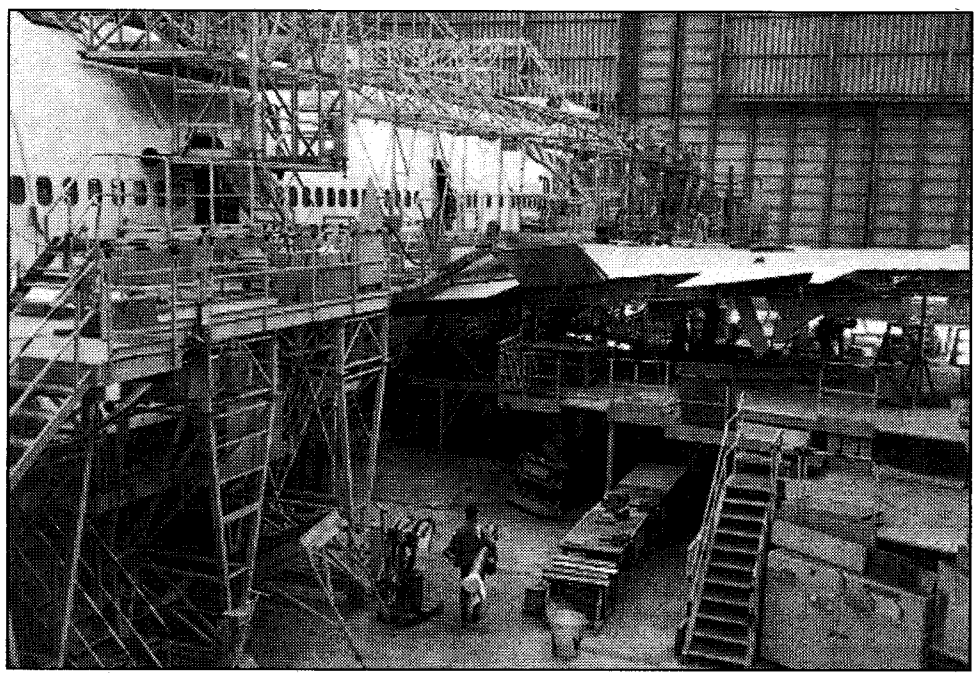
Mais si aujourd'hui le gouvernement intervient contre le développement de ces machines à sous, ce n'est pas pour protéger la société des méfaits liés à la pratique de ces jeux d'argent qui font que trop de gogos voient si souvent ces sinistres machines engloutir tout ou partie de leur paie, les poussant à s'endetter auprès de trafiquants sans scrupules.

Non. C'est au contraire parce que les patrons de casinos, le PMU et les officielles sociétés de jeux aimeraient bien récupérer les "parts de marché" que leur vole la mafia des machines à poker clandestines. C'est ainsi que la Française des jeux solliciterait une dérogation à la législation sur les jeux pour installer, elle-même, dans des cafés, de très légales machines à sous occupant le même créneau que les machines illégales actuelles, de façon à varier sa gamme de produits qui compte déjà le Bingo, le Black Jack ou autres Morpions.

Mais pour être plus légaux ces vendeurs d'illusions n'en seront pas plus propres.

Air France

DES «PERTES»... PAS PERDUES POUR TOUT LE MONDE


LO

La direction d'Air France a prolongé de 9 jours, jusqu'au 31 décembre, la vente d'actions au personnel. Ce serait, a-t-elle raconté aux journalistes, *«pour répondre au souhait des personnels d'un délai de réflexion supplémentaire»*. Mais cette «libéralité» masque surtout le fait qu'elle se heurte au manque d'enthousiasme du personnel, surtout parmi les catégories les plus mal payées. C'est que ces actions sont achetables... en échange de réductions de salaires !

A cette occasion, bien des travailleurs ont dit leur stupéfaction d'apprendre que le Groupe Air France (Air France et d'autres sociétés de services) avait été évalué à 3,6 milliards de francs par l'État. Or personne n'a oublié qu'il y a cinq ans Air France avait avalé UTA, une autre compagnie aérienne, achetée à l'époque 7 milliards à la famille Seydoux.

Ainsi, le tout (Air France plus UTA) vaudrait deux fois moins que la partie (UTA seul). Sans avoir la bosse des maths, on se dit que quelque chose cloche dans l'affaire. Enfin, pas pour tout le monde, car l'affaire est très bonne pour les actionnaires privés. Pour ceux d'UTA, qui ont touché le gros lot avec la complaisance de l'État, à une époque où toutes les compagnies mondiales voyaient leur valeur piquer du nez. Et pour les futurs actionnaires privés des secteurs d'Air France les plus rentables que le gouvernement aurait l'intention de privatiser à plus ou moins longue échéance, et à un prix «attractif» comme l'écrivent les journaux financiers.

Eh oui, ce fameux «déficit» d'Air France, dont la direction, le gouvernement et la presse nous ont rebattu les oreilles, couvrait un gigantesque hold-up financier. En effet, malgré des pertes annoncées depuis des années, Air France ne cesse pas de rapporter aux banques, par le biais des frais financiers liés aux crédits pris par la compagnie pour s'équiper en nouveaux avions, et aux actionnaires anciens, présents ou futurs tels les Seydoux... qui continuent de prélever des profits sur Air France, notamment en lui louant des avions.

L'État, c'est-à-dire les contribuables, a déjà versé près de 20 milliards pour éponger les «pertes» d'Air France. En plus, c'est quotidiennement que la direction présente la note aux 40 000 salariés du groupe par le biais des horaires allongés, des salaires gelés, des diminutions constantes d'effectif. Ces gains de productivité, ce travail à moindre coût sont destinés à séduire d'éventuels futurs racheteurs de tout ou partie de la compagnie.

Cette jonglerie financière où, «chiffres à l'appui», la direction et l'État se sont évertués à convaincre que cela allait mal et qu'il fallait consentir des sacrifices, a été une immense soustraction pour les travailleurs. Et aujourd'hui, ce qui revient de plus en plus souvent dans les discussions, c'est que, plus que les «chiffres» tripatouillés par la direction, le seul chiffre qui nous intéresse est celui qui se trouve en bas de la feuille de paye. Et celui-là, il va bien falloir qu'il augmente...

Correspondant LO

La mort de Pierre Dreyfus

«UNE FOIS QU'ILS ONT CASSÉ LEUR PIPE... LES MORTS SONT TOUS DE BRAVES TYPES»

Aujourd'hui toute la presse, y compris *L'Humanité*, entonne ce refrain de Georges Brassens à propos de la mort de Pierre Dreyfus.

L'ancien PDG de Renault est salué comme un grand homme, un grand capitaine d'industrie, un grand serviteur de l'État. Bref celui qui fut durant 20 ans, de 1955 à 1975, à la tête de la Régie Renault, n'a semble-t-il laissé que de bons souvenirs, même auprès d'Aimé Halbeher, ce dirigeant de la section PCF de Billancourt, qui loue en Dreyfus un homme *«attaché à l'intérêt national»*.

Et pour cause, depuis longtemps *L'Humanité* mêle l'intérêt national et celui des travailleurs et, dans sa bagarre contre la privatisation et pour la défense du *«patrimoine national»*, le journal du PCF en vient à idéaliser Dreyfus et son action à la tête de la Régie.

L'Humanité, en citant les grands moment de l'ère Dreyfus, a d'ailleurs du mal à démêler ce qui revient au bonhomme de ce qui revient aux grandes *«luttes des travailleurs»* qui *«ont permis des conquêtes sociales importantes comme la troisième semaine, puis la quatrième semaine de congés payés»*.

En réalité Dreyfus a dirigé la Régie dans une période d'expansion économique, marquée par de rares à-coups. Il a embauché à tout-va, avec des recruteurs envoyés au Mali, au Maroc, en Italie, etc. Mais il a su aussi licencier : 3 000 d'un coup en 1960 ! Et s'il a toujours été partisan du dialogue avec les syndicats, et en particulier avec la CGT, cela ne l'a pas empêché de renforcer l'exploitation des travailleurs, et de dire non à leurs revendications. Il a représenté cette politique d'une partie de la bourgeoisie qui, forte des leçons de 1936, pensait qu'il fallait avoir des interlocuteurs sociaux (les syndicats représentatifs) afin de mieux contenir les revendications et la combativité ouvrières. Les syndicats ont joué le jeu. Les travailleurs pas toujours. Et c'est bien dans la crainte d'une extension des grèves de Nantes-Saint-Nazaire que le «patron» Dreyfus a octroyé la troisième semaine de congés payés afin de désamorcer une possible solidarité entre Billancourt et les métallurgistes nazairiens.

Dreyfus, à sa manière, fait partie du mythe «Billancourt citadelle ouvrière», il est l'autre aspect de la légende, celle du patron social capable de mener sa barque dans un bastion CGT, en somme une collaboration par consentement mutuel.

Laissons la CGT verser des larmes sur son cercueil. Les anciens de Billancourt se souviendront des grèves des années 1960-1970, et de la mort de Pierre Overney, ce jeune ouvrier maoïste tué par un vigile membre de cette police privée embauchée par le très libéral Dreyfus.

Exit.

C.B

Arc

Du temps de Dreyfus, en 1973, rassemblement des travailleurs de Billancourt à la suite de la mise au chômage technique de 7 000 ouvriers.

Italie

APRÈS LA DÉMISSION DE BERLUSCONI,

Lors de la campagne électorale de Berlusconi en mars 1993

gamma / anticoli - nusca

LA STABILITÉ N'EST PAS ENCORE LÀ !

■ Il y a neuf mois, l'arrivée au gouvernement de la coalition constituée par Berlusconi était censée marquer le vrai début d'une «seconde république» italienne qui aurait apporté au pays la stabilité politique. La démission de celui-ci, jeudi 22 décembre, montre qu'il n'en est rien et ouvre une nouvelle crise dont l'issue paraît bien incertaine.

S'inspirant des autres pays européens, la bourgeoisie italienne a réussi à imposer ce système électoral majoritaire qu'elle appelait de ses vœux depuis longtemps, et qui était censé lui apporter des majorités stables. Mais cela s'est traduit par une crise, qui a entraîné la déstabilisation de tout son personnel politique traditionnel.

En mars dernier, les premières élections législatives tenues au scrutin majoritaire se sont traduites par la victoire de partis jusque-là soit marginaux, soit inexistants, groupés au sein d'une alliance dite *«pôle des libertés»*. A sa tête, on trouvait le magnat de la presse et de la télévision Berlusconi et son tout nouveau parti lancé comme on lance un club de football : *«Forza Italia»*. Il s'y ajoutait l'Alliance Nationale de Gianfranco Fini, nouveau nom adopté par l'ancien parti néo-fasciste MSI, et la Ligue du Nord d'Umberto Bossi, parti qui a émergé depuis quelques années dans le nord de l'Italie sur la base d'une démagogie *«nordiste»* accusant en substance le Sud et *«Rome, la voleuse»* d'être responsables de tous les maux du pays. Même si le système électoral avait contraint ces trois formations à l'alliance, celle-ci était fragile, car elle réunissait des démagogues profondément rivaux.

C'est ce qui s'est produit. La Ligue du Nord en particulier, à mesure que le gouvernement Berlusconi se heurtait aux premiers écueils, s'est montrée de plus en plus critique. Ainsi lorsque Berlusconi a tenté de s'en prendre aux juges lancés dans des enquêtes sur la corruption, ou a tenté de mettre la télévision d'État sous son contrôle, enfin lorsqu'il a été personnellement visé par l'une de ces enquêtes, la Ligue du Nord a cherché à se dissocier, pour rallier finalement l'opposition en déposant avec celle-ci une motion de censure.

Mais le contexte social a aussi pesé pour élargir les failles de l'alliance gouvernementale. L'automne 1994 a été dominé par les manifestations et les grèves contre la Loi de Finances que cherchait à imposer Berlusconi, comportant notamment une attaque contre le régime des retraites. Oscillant entre des velléités de faire passer son projet en force et la concertation avec les directions syndicales, Berlusconi a surtout donné la preuve de la faiblesse de son gouvernement. Sa Loi de Finances n'est passée qu'après en avoir retiré l'essentiel concernant les retraites, qui devait faire l'objet d'une négociation avec les syndicats en 1995. La chute de la lire, les remontrances venues du côté du patronat, ont montré que la bourgeoisie italienne et européenne n'appréciait guère ce gouvernement qui, au lieu de la stabilité promise, semblait, par son incertitude, apporter l'instabilité politique et sociale.

gamma / sestini agency

Meeting du PDS, lors de la campagne électorale

Les partis de gauche, qui avaient espéré la victoire aux élections de mars, se reprennent à espérer et cherchent à démontrer qu'ils pourraient apporter cette stabilité dont Berlusconi n'était pas porteur. Le leader du PDS (Parti Démocratique de la Gauche, ex-Parti Communiste) Massimo d'Alema annonce la couleur : il propose, pour gouverner l'Italie, une alliance entre son parti et le PPI, le Parti Populaire Italien, nouveau nom de cette Démocratie-Chrétienne qui a gouverné le pays pratiquement depuis la fin de la guerre. Cette alliance pourrait s'adjoindre la Ligue du Nord, et elle n'accepterait le renfort, à gauche, de l'ancien Parti Communiste maintenu sous le nom de «Rifondazione comunista» qu'à condition que celui-ci s'engage clairement à s'interdire toute démagogie vis-à-vis de sa base ouvrière...

Il n'est pas dit encore que cette solution soit adoptée ; le PDS prend peut-être encore une fois ses désirs pour des réalités. Une crise s'ouvre dont l'issue pourrait être soit des élections anticipées, réclamées par Berlusconi qui pense que *«Forza Italia»* et l'Alliance Nationale en sortiraient vainqueurs, soit une recomposition de la majorité parlementaire imposée par la présidence de la République.

Ainsi, ce n'est peut-être qu'avec l'arrivée au gouvernement d'une coalition de gauche — ou appuyée sur la gauche — que la *«seconde république»* italienne apportera à la bourgeoisie un peu de stabilité politique. Mais il n'est pas encore dit justement que la classe ouvrière accepte de cette gauche ce qu'elle n'accepte pas d'un Berlusconi.

André Frys

LUTTE DE CLASSE de décembre (n°11) est parue.

Au sommaire :

- **Grande - Bretagne : Le Parti Travailliste fait peau neuve pour plaire aux capitalistes**
- **La situation du mouvement ouvrier révolutionnaire**
- **L'évolution de l'ex-URSS**
- **Russie : la consolidation de la nouvelle classe possédante sur le dos du prolétariat**

Prix : 10 F - Envoi contre 12 F en timbres.

Russie

ELTSINE ET LE BOURBIER TCHÉTCHÈNE

Boris Eltsine ouvrant une séance du Conseil Russe de Sécurité consacré à la Tchétchénie. Mais lui-même n'est guère en sécurité...

AFP

Lundi 26 décembre, Eltsine a pour la première fois refait surface depuis le début de l'intervention militaire en Tchétchénie. Le lendemain, il prenait à nouveau la parole à la télévision sur ce sujet, mettant un terme à deux semaines de «convalescence». Entré en clinique à la veille de l'intervention en Tchétchénie pour une bénigne opération du nez, il a brillé par son absence durant les deux premières semaines de guerre.

Intrigues au Kremlin

Tandis que sur le terrain chars et soldats s'embourbaient dans la neige et le sang et que, malgré la censure, des informations filtraient sur des officiers russes refusant de tuer des civils, des bruits ont commencé à courir sur une mise à l'écart d'Eltsine. Des journaux qui lui étaient réputés favorables, telles les *Izvestia*, ont titré : *«Qui dirige la Russie : Eltsine, Tchernomyrdine ou Korjakov ?»* Le président Eltsine silencieux et le Premier ministre Tchernomyrdine ayant opportunément programmé une visite en Inde, ministres et hauts gradés se déchiraient au grand jour sur le bien fondé de l'opération tchétchène.

Ce général Korjakov cité par les Izvestia, peu connu du grand public, sauf pour avoir trempé dans des affaires louches (ce n'est pas original en Russie) et organisé une descente musclée contre la seule chaîne de télévision non inféodée à Eltsine, est l'ancien garde du corps en chef d'Eltsine. Ayant connu une promotion parallèle à celle de son «patron» et ayant la haute main sur la garde prétorienne du Kremlin, il serait devenu l'homme-clé du régime, un maire du palais régentant et disposant de tout face à un Eltsine, sorte de président-roi fainéant et impuissant.

Des généraux candidats Bonaparte ?

Quelle est la part de réalité et d'invention dans tout cela ? C'est bien difficile à dire. Mais le simple fait qu'il soit possible d'évoquer un tel scénario en dit long quant à l'état de déliquescence du pouvoir en Russie. Et cela à tous les niveaux.

Sur le terrain des combats, on a vu à la télévision russe des généraux déclarer qu'ils refusaient d'avancer et de faire tirer sur des civils. Le vice-ministre de la Défense, Gromov, dernier commandant en chef du corps soviétique d'Afghanistan, s'est publiquement prononcé contre l'intervention en Tchétchénie. Tout comme le chef d'état-major de l'armée de terre et celui des troupes parachutistes. Ou encore comme ce général Lebed qui commande les troupes russo-ukrainiennes opposées au gouvernement de la Moldavie indépendante et qui ne cache pas son ambition de revenir un jour à Moscou en Bonaparte sauveur.

Parmi les «civils» qui évoluent dans les hautes sphères du pouvoir, l'aventure tchétchène n'a pas fait moins de ravages. Des présidents ou membres du Conseil présidentiel ou encore du Comité présidentiel russe pour les droits de l'Homme, c'est-à-dire des gens nommés par Eltsine, ont démissionné avec éclat. L'ex-Premier ministre eltsinien, Gaïdar, a ouvertement désavoué son ancien patron, suivi en cela par bon nombre de ces «démocrates», étiquette derrière laquelle se cachent les politiciens les plus proches du régime. Sans parler même de la Douma, où des parlementaires en majorité catalogués comme «conservateurs» n'allaient pas laisser passer cette nouvelle occasion de s'opposer au président et à sa politique.

Pour Eltsine, cette opération qui s'annonçait comme une partie de campagne tant la disproportion des forces militaires lui semblait favorable, se solde donc par un fiasco.

Une fédération russe de moins en moins solide

Car même si Doudaev devait finalement tomber, les bombes ont fait bien des dégâts, politiques ceux-là, sur les arrières des lignes russes. Dans le Caucase, d'abord, où les dirigeants de plusieurs républiques dépendant théoriquement de la Fédération de Russie ont saisi là l'occasion d'affirmer publiquement leur solidarité vis-à-vis de la démarche indépendantiste d'un Doudaev. Le Tartarstan et la Yakoutie, des républiques situées elles en pleine Russie et d'une tout autre taille et puissance que la petite Tchétchénie avec lesquelles le Kremlin croyait avoir trouvé l'an passé un compromis, ont réafffirmé leur soutien à Doudaev et leur indépendance. Autant dire que les propos d'Eltsine, mardi 27 à la télévision, qui se disait *«satisfait»* d'une intervention qui aurait démontré que les *«soldats russes savent défendre l'unité de la Russie»*, sont des rodomontades. Le risque d'un éclatement de la Russie en de multiples foyers prétendument *«nationaux»*, la crainte d'une confusion incontrôlée expliquent le silence radio de plus de quinze jours observé par tous les gouvernements occidentaux face aux massacres en Tchétchénie. Ils n'avaient aucune envie, même par de timides critiques diplomatiques, d'affaiblir un pouvoir russe déjà bien mal en point.

Eltsine à nouveau affaibli

Alors, même si Eltsine s'est posé une nouvelle fois en arbitre semblant donner des gages tant au «parti de la guerre» qu'à celui de la «négociation», c'est un arbitre qui a pris des coups de toutes parts. Un arbitre qui a, une nouvelle fois, fait donner l'armée, au risque évident de la briser (ce qui explique d'ailleurs aussi l'oppposition de toute une série de dirigeants civils et militaires à cette intervention). Un arbitre qui a moins que jamais les moyens de calmer le jeu des ambitions et rivalités au sein de la bureaucratie et qui ne semble rester en selle, mais grogui, que parce qu'il y a tellement de candidats à sa succession qu'aucun, pour l'instant, n'a réussi à s'imposer aux autres.

Pierre LAFFITTE

Les bombardements russes sur Grozny terrorisent la population tchétchène... et russe

AFP

LA POPULATION ET L'INTERVENTION EN TCHÉTCHÉNIE

Une nouvelle fois, on a vu le pouvoir tenter de jouer de la corde nationaliste pour tenter de rallier à lui la population. Durant ces deux semaines, les officiels, les journaux qui défendaient l'intervention ont cherché à affoler la population avec des mises en garde contre des attentats que les Tchétchènes et plus largement les Caucasiens (nombreux dans les grandes villes) chercheraient à commettre. Et cela, avec un vocabulaire parfois ouvertement raciste.

Il n'y a pas eu d'attentat, mais apparemment pas non plus d'hostilité marquée vis-à-vis des ressortissants du Caucase, en dépit du fait que police et troupes spéciales quadrillaient Moscou et Saint-Pétersbourg et procédaient à de nombreux contrôles d'identité au faciès. Pire même pour Eltsine et les va-t-en guerre, la population semble avoir été, dès le début, majoritairement hostile à la guerre, à l'envoi de jeunes de 17 ans (âge de la conscription) dans une sale guerre où, dit-on, les bombardements de la capitale Grozny auraient fait autant de victimes civiles parmi les Tchétchènes que parmi les Russes de cette région.

Contrôles policiers

AVEC PASQUA, LA SECURITÉ DES CITOYENS EN PREND UN COUP

Le 22 décembre, le ministre de l'Intérieur a fait adopter par le Parlement son projet de loi d'orientation et de programmation relatif à la sécurité.

Un projet où l'on trouve le feu vert donné, entre autres, à la vidéosurveillance, à une extension des fouilles de véhicules en cas de manifestation, à l'interdiction de divulguer l'identité de certains membres des forces de l'ordre. Bref, la routine.

Ainsi, les "*autorités compétentes*" pourront autoriser l'installation de caméras de vidéosurveillance sur la voie publique, y compris dans certains établissements à caractère industriel ou commercial. A voir ce qui se pratique, on aurait pu croire qu'elles avaient déjà ce droit. Mais circulez, y'a rien à voir ! Et ne croyez pas en un possible recours devant la CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés), le L de libertés a dû indisposer Pasqua : la CNIL n'aura pas son mot à dire.

En revanche, côté fouille de véhicules, les pandores, eux, auront désormais toute liberté. Qu'on en juge : sur les "*lieux de manifestations*", leurs alentours et leurs accès, les préfets pourront autoriser à fouiller tout véhicule pour y confisquer les objets pouvant servir d'armes ou de projectiles "*si les circonstances font craindre des troubles de l'ordre public*"... C'est-à-dire tous les véhicules qui se trouvent dans un périmètre donné. Mais comment savoir à l'avance que l'automobile contient des objets pouvant servir d'arme et de projectile, puisque une simple clé à molette peut bien être cataloguée comme telle ?

Et en pareil cas, pas question de demander le nom de l'interpellateur en uniforme, pour peu qu'il fasse partie d'une des catégories de policiers, gendarmes ou douaniers "*dont les missions exigent, pour des raisons de sécurité, le respect de l'anonymat*". Des raisons de sécurité qui ne valent pas pour le simple citoyen... Et on nous dit que tout cela serait destiné à améliorer la sécurité !

Mais la sécurité de qui ? Pas celle des travailleurs et de tous ceux qui veulent protester contre l'injustice. Pour eux, la sécurité, c'est ceinture... et bouclez-la un peu plus !

P.L

Le patronat vit une époque moderne ou LA VIDÉO-EXPLOITATION

Dans la série "*Comment trouver des idées pour exploiter les travailleurs au maximum*", l'imagination des patrons ne connaît pas de limites, d'autant qu'aujourd'hui ils se croient tout permis. Une nouvelle illustration vient d'en être donnée à l'usine de confection Braff, à Hennebont, dans le Morbihan.

Une directrice y a fait installer, dans la semaine du 19 décembre, une batterie de 13 ou 14 caméras afin de surveiller les ouvrières en permanence et sous tous les angles. Sous un prétexte de vol (non prouvé), c'est la chasse à la productivité que menait évidemment cette directrice, qui a déclaré elle-même : "*Une sortie pipi de dix minutes, vraie ou fausse, ça me coûte un vêtement !*". Comme par hasard, les premières caméras étaient installées dans l'axe d'une déléguée syndicale, d'autres étaient braquées sur les entrées des vestiaires et toilettes...

Lucide d'une certaine manière, disons cynique, cette exploiteuse sans repos a cru pouvoir s'étonner : "*Une fille qui pique à la machine n'a pas plus de contrainte avec une caméra au-dessus d'elle qu'avec une directrice comme moi dans son dos*"... La télé-surveillance lui aurait permis d'être plus "productive" elle aussi, sans doute, en les harcelant toutes à la fois (sans doute après avoir passé des heures de joie sadique à visionner les bandes, le soir à la veillée ?).

La réaction ne s'est pas fait attendre : la grève des 200 ouvrières a été unanime. Trop, c'est trop, et se faire "*même convoquer pour avoir bâillé trois fois dans l'heure*", comme l'a rapporté une gréviste à des journalistes, c'est plus que trop ! Grâce à cette grève, l'usine Braff a été condamnée à retirer son système de caméras sous peine d'une astreinte journalière de 1 000 F par caméra...

Cette directrice... "qui regarde trop la télévision" a été victime de l'audimat des travailleurs... tant mieux. Reste la contrainte qu'une telle directrice exerce sur les travailleuses. Et si on ne retirait pas que les caméras ?

C. L G

L'ancien ministre et président de la région Lorraine, Gérard Longuet, que sa mise en examen n'empêche pas de plastronner, à côté de photos de la "swatchmobile".

AFP

Des emplois, peut-être... MAIS DES AVANTAGES POUR LES PATRONS SÛREMENT !

La *Swatchmobile*, la micro-auto conçue par Mercedes Benz et l'horloger suisse SMH, inventeur de la montre Swatch, devrait donc être produite en Moselle, sur le site de Sarreguemines-Hambach. Les autorités locales ont crié victoire en parlant de bouffée d'air particulièrement salutaire à un moment où l'on annonce, dans un délai de 10 ans, la disparition de quelque treize mille emplois dans les Houillères de Lorraine.

C'est dire que la création des quelque deux mille emplois de *Swatchmobile*, ainsi que les deux mille autres engendrés chez les sous-traitants par cette implantation, pour autant qu'ils voient le jour, car on a déjà vu d'autres projets miracles tourner court, n'empêcheront même pas que s'aggrave encore la situation de l'emploi dans cette région qui depuis vingt ans a vu se développer sans cesse... le chômage. Car, si on s'en tient aux prévisions actuelles, il ne disparaîtra pas moins de 9 000 emplois d'ici dix ans.

La presse explique que si Mercedes et SMH ont choisi Sarreguemines pour s'implanter, c'est avant tout parce que le coût de la main-d'oeuvre est de 25% moins élevé en France qu'en Allemagne et, de même, que l'absentéisme y est moins important.

Mais ce n'est pas le seul avantage. Car, derrière les délocalisations tantôt vers le Sud-Est asiatique, tantôt vers l'Ecosse (affaire Hoover) ou dans le cas présent, il y a toujours pour les patrons qui en profitent un copieux panier d'aides ; c'est pourquoi l'exploitation capitaliste ne connaît pas de frontières. Ainsi, les pouvoirs publics français participent à hauteur de 600 millions de francs, soit le quart du coût d'implantation. Enfin, quand les nouveaux patrons ajoutent que, parmi les avantages, ils considèrent comme acquis "*une grande flexibilité pour la durée et l'organisation du travail*", on aimerait savoir ce qui s'est traité dans la coulisse de cette affaire, en d'autres termes à quelle sauce les "décideurs" ont prévu de dévorer les futurs travailleurs de la *Swatch*... Jetables, s'ils ne se plient pas à tous les caprices de la direction ?

Les cocoricos de certains sont vraiment de trop.

Chantiers de l'Atlantique
Saint-Nazaire (Loire -Atlantique)

UNION SACRÉE POUR LES PROFITS MAIS PAS POUR LES EMPLOIS

■ Pour s'opposer à la ratification de l'accord de l'OCDE sur les suppressions des aides à la construction navale, qui a été d'ailleurs signé le lundi 19 décembre, 3 000 manifestants, essentiellement des salariés des Chantiers de l'Atlantique, ont répondu à l'appel de toutes les organisations syndicales, CGT, CFDT, FO, CGC, ainsi qu'à celui des élus locaux et régionaux, de gauche comme de droite. Le conseil municipal de Saint-Nazaire n'était pas en reste et, toutes tendances confondues, a voté un soutien unanime aux Chantiers.

Unanimité qui n'est pas sans rapport avec les prochaines élections municipales. Dans cette région où le taux de chômage est fort, il faut bien avoir l'air de faire quelque chose pour l'emploi. Surtout lorsqu'il s'agit de demander de l'argent à l'État pour les patrons !

Déjà à la rentrée de septembre les élus et syndicats de tout bord, Parti Communiste en tête, s'étaient démenés pour que les Chantiers obtiennent des aides lors des commandes de deux paquebots E31 et F31. A peine obtenues et la victoire fêtée - ces aides se seraient montées à plus d'un milliard 500 millions -, les patrons annonçaient les contreparties demandées par le gouvernement : réduction des effectifs de 4 300 salariés à 3 000, soit 1 300 emplois supprimés et une augmentation de la productivité de 30 %. Et comme le précise le PDG des Chantiers, c'est "*pour rendre plus flexible le tissu économique local et régional qui rendra capable d'absorber les variations de charge inévitables de la construction navale*". En clair, pour être rentables, les Chantiers devront tourner avec le maximum de sous-traitants et d'intérimaires. Et ce n'est pas nouveau : depuis plusieurs années déjà, au fur et à mesure des plans d'aides à la Navale, les patrons ont réduit les effectifs.

Est-ce que cela va vraiment mal pour les Chantiers, seraient-ils mis KO par la concurrence japonaise, américaine ou sud-asiatique ? Pas tant que cela ! Le groupe Alcatel-Alsthom, dont ils font partie, a annoncé deux milliards de bénéfices rien que pour le premier semestre 1994. Les patrons pourraient, s'ils le voulaient, puiser sur cet argent pour maintenir l'emploi. Alors où passe l'argent ? Quel contrôle a-t-on sur ces aides généreusement puisées dans les poches des contribuables ? Aucun. Les aides sont bien "publiques", les profits, eux, restent privés. Les politiciens, élus et autres décideurs qui ont défilé l'autre jour à la tête des travailleurs, s'ils sont d'ardents défenseurs des aides à la Navale, le sont beaucoup moins, voire pas du tout, lorsqu'il s'agit de licenciements, de salaires, de conditions de travail. D'ailleurs, plus d'un travailleur s'est rappelé un Claude Evin, ancien ministre de Rocard, qui était présent à cette manifestation mais qui, en 1988, alors qu'il était ministre, fuyait les grévistes des Chantiers en lutte contre les licenciements, qui ne vaut pas mieux que les représentants de la droite présents dans la manifestation.

Correspondant LO

Lors de la manifestation du 19 décembre.

AFP

QUEL CHANTIER, AUX CHANTIERS !

■ Ce qui se passe actuellement aux Chantiers nous indique quel avenir nous prépare la direction.

Pour 4 300 salariés employés en fixe, il y a plus de 3 000 intérimaires et sous-traitants. Rien que sur le paquebot A31, 3 000 travailleurs s'entassent, dont très peu de salariés des Chantiers de l'Atlantique.

Cela devient de plus en plus difficile de supporter les conditions de travail. Etre les uns sur les autres prend vraiment tout son sens : quand quelqu'un découpe au chalumeau au-dessus, il n'y a, pour ceux qui travaillent au-dessous, qu'à relever le col de la veste et rentrer la tête sous le casque. Comme tout le monde joue de la meule, de la masse, du marteau, en même temps, il y a de quoi finir la journée complètement sonné. Les heures supplémentaires sont légion. Il n'est pas rare de voir des semaines de 60 heures, 70 heures. D'où des accidents nombreux. On peut voir les pompiers intervenir plusieurs fois par jour.

Les intérimaires, les sous-traitants viennent de toute la France. Il n'y a pas grand-chose pour les accueillir. Chacun se débrouille pour l'hébergement, les repas. Les frais de déplacement ne suffisent pas. Il n'est pas rare d'apprendre que des travailleurs dorment dans leur voiture, mangent sur le pouce un sandwich, entre la charcuterie et les vestiaires.

Avec cette sous-traitance à tout-va, les "marchands de bons-hommes" s'en donnent à cœur joie dans la magouille au détriment des travailleurs. Certaines entreprises s'intitulent "entreprise et maintenance" et embauchent des ouvriers en CDD sans date de fin de contrat pour les relouer à d'autres entreprises. Quand ce système n'est pas assez rentable on vire les quelques-uns qui y étaient en fixe, pour se transformer en entreprise intérimaire. Autre combine : créer deux entreprises - il suffit de deux pas de porte - pour faire passer tout le monde d'une entreprise à l'autre au gré des besoins des Chantiers. Ce ne sont que quelques exemples dans un fouillis de plusieurs dizaines d'entreprises où personne ne s'y retrouve. D'après des rumeurs qui prennent de plus en plus corps, le travail au noir deviendrait de plus en plus fréquent sur les Chantiers.

Voilà le chantier naval paraît-il le plus performant d'Europe ! Pour les actionnaires qui ramassent les profits, certainement ! Pour les travailleurs par contre, c'est le retour au XIXe siècle. Alors, sauver quoi exactement ?

Les intérimaires et sous-traitants ont été nombreux à sortir et à manifester aux côtés des travailleurs de la Navale... Pour réclamer le soutien des subventions au patron, derrière des élus en mal de publicité électorale ? Peut-être... mais aussi pour manifester leur écœurement des conditions de travail actuelles qui, subventions ou pas, ne peuvent qu'empirer, c'est le PDG lui-même qui le dit.

Correspondant LO

LUTTE OUVRIERE

Union Communiste (Trotskyste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes, révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 000 exemplaires. Composition : Objectif 2M. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 14 21 65. Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

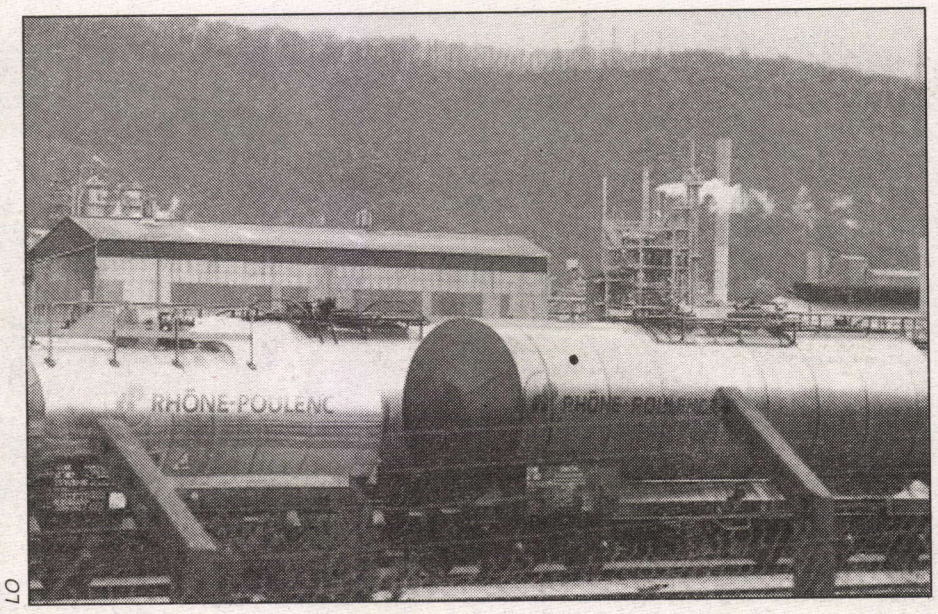
BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
.....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :
.....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement :
- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

Rhône-Poulenc (Pont-de-Claix - Isère)

Moins de trois semaines après l'explosion qui fit un mort,

NOUVEL ACCIDENT GRAVE



LO

Lundi 19 décembre, vers 21 heures, à l'atelier Bifénox, une violente explosion a fauché deux travailleurs et en a commotionné trois autres. Depuis le matin, les équipiers bataillaient pour démarrer une colonne à distiller. Le produit nitré, plus de cent litres, qui se trouvait en pied de colonne, tournait depuis plusieurs heures tout en étant maintenu à une température de plus de cent degrés centigrades. Situation anormale, car en principe, une colonne à distiller démarre rapidement, même s'il faut ensuite un certain temps pour la stabiliser. Ce qui est aussi anormal, c'est de chauffer si longtemps des dérivés nitrés dont les chimistes savent qu'ils ont une certaine instabilité. En plus, dans la colonne, se trouvait un cocktail de résidus divers résultant des travaux de mise en oeuvre de la fabrication. Car cette installation avait été arrêtée durant quelques semaines et des réparations avaient été effectuées en de multiples endroits, créant des impuretés qui pouvaient alors réagir aussi.

A chaque démarrage, on connaissait des bouchages sur le soutirage du solvant car de l'eau gelait dans la tuyauterie et il fallait recourir, comme dans le temps, à un flexible de vapeur pour déboucher cette tuyauterie.

Six ans après la mise au point de cette fabrication, aucun aménagement n'avait été apporté pour remédier à ce problème. Résultat, un camarade posté lutte entre la vie et la mort, et s'il survit, il demeurera handicapé ; il a dû être amputé d'une jambe.

L'autre travailleur, grièvement atteint lui aussi, gardera des séquelles apparentes.

Cet accident est arrivé après une autre explosion survenue moins de trois semaines auparavant, le vendredi 2 décembre, sur une tuyauterie de vapeur d'eau, explosion qui avait entraîné la mort d'un ouvrier de l'entreprise sous-traitante Ponticelli. D'où l'émotion, plus sensible que lors du précédent accident. Et lors du débrayage appelé par les trois syndicats de l'établissement, le mercredi 21 décembre à 14 heures, plus de trois cents ouvriers, parmi lesquels de nombreux camarades d'entreprises sous-traitantes présentes sur le site, pénétrèrent dans la salle où se tenait la réunion du CHS en présence de l'inspecteur du travail. Pendant une heure, de nombreux travailleurs dénoncèrent tout ce qu'ils vivent comme humiliation et scandale tout au long de l'année dans cette usine.

Correspondant LO

PCM Champtocé-sur-Loire (Maine-et-Loire)

SUCCÈS DE LA GRÈVE

PCM est une usine de 130 personnes fabriquant des pompes volumétriques (entre autres pour les installations pétrolières) située à Champtocé-sur-Loire.

Le vendredi 9 décembre, à la suite d'un vote à bulletins secrets organisé par la CFDT et la CGT, le personnel ouvrier décidait la grève à 75 % pour des augmentations de salaires, en particulier pour les OS et les OP1.

Depuis déjà quinze jours, un climat de grogne régnait dans les ateliers. Pour tenter d'y remédier, la direction avait "réinjecté" 2,5 millions dans le cadre de la participation aux bénéfices et "octroyé" 2,4 % d'augmentation de salaire. Mais cela ne faisait pas le compte.

Le directeur du personnel invita alors l'ensemble du personnel à... un pot, ainsi que les notables locaux. Y manquait le ministre De Charette, pourtant dûment invité... mais surtout une grande partie des ouvriers.

Pourtant cette absence n'était que partie remise car ils sauront se rappeler au bon souvenir de la direction. En effet, lundi 12 décembre, malgré les pressions de la direction, la grève se mettait en place, touchant 90 % des ouvriers. Un piquet organisé en équipes 4x6 regroupait 90 % des grévistes et interdisait l'entrée et la sortie des marchandises.

Après quelques péripéties, telles que le blocage de la cantine par les grévistes et la visite d'un huissier le mercredi, la direction de Vanves, siège social, nous proposait : 400 F pour les OS, 270 F pour les OP en moyenne ainsi qu'une revalorisation de la prime d'équipe qui passera de 731 F par mois à 850 F.

A l'unanimité, les grévistes considéraient ce résultat comme un petit succès (pour 80 % d'entre eux, c'était leur première grève) et décidaient de reprendre le travail.

La possibilité de lutter ensemble pour faire reculer le patron a fait ses preuves.

Peugeot Poissy (Yvelines)

CHUTE MORTELLE

Un travailleur d'une entreprise extérieure, ONET, une des plus importantes entreprises de nettoyage industriel, est mort après avoir fait une chute de près de 15 mètres du toit du bâtiment B2.

Comment cela est-il arrivé ? Impossible de le savoir. La direction s'est montrée peu loquace sur les circonstances de cet accident.

Ce qui est sûr par contre, c'est que ce camarade travaillait sans aucune protection. Il n'était pas seul sur la toiture, mais les autres ouvriers présents n'ont, semble-t-il, pas assisté à sa chute. Le toit est plat, il est tombé par un pyrodrome, c'est-à-dire une conduite d'air anti-incendie qui débouche sur le toit et est fermée par un vasistas en plastique. Le vasistas a cassé. Le matériel était ancien et loin d'être en bon état.

Peugeot, ONET, comme tous les patrons, ont les yeux rivés sur la courbe de leurs profits. Et toutes les économies sont bonnes à faire pour gagner encore plus d'argent sur notre dos. Une fois de plus, un travailleur l'a payé de sa vie.

Au dernier Comité d'entreprise, la CSL, le syndicat pro-patronal, a proposé aux autres syndicalistes présents et au représentant de la direction de faire une minute de silence en hommage au travailleur tué. Mais ce n'est pas le silence qu'un tel accident inspire, mais la colère contre ces patrons qui ne se contentent pas de la sueur des ouvriers pour faire leurs profits, mais parfois exigent leur vie !

SOCIÉTÉ PRÉCAIRE

En 1993, pour la troisième année consécutive, la situation de l'emploi s'est dégradée dans les grandes entreprises (celles qui comptent plus de 5O salariés). En trois ans, le volume total des embauches a reculé de 6,6%. Fait caractéristique, plus de 7O % des embauches sont en fait des contrats à durée déterminée (CDD). Les jeunes de moins de 25 ans sont les plus concernés par cette précarisation de l'emploi : 83,4% d'entre eux ont ainsi été embauchés en CDD en 1993 contre 79,9% en 1992.

La dégradation de l'emploi se traduit aussi par une forte baisse des démissions - 3,8% des effectifs concernés en 1993 contre 5,4% en 1992 - et par l'augmentation des licenciements économiques dont ont été victimes 2,2% des salariés, contre 1,8 l'année précédente, toujours dans les entreprises de plus de 5O salariés.

Pour 1994, on ignore encore le bilan global, mais on sait déjà qu'il y a une augmentation importante des CDD dans tous les secteurs.

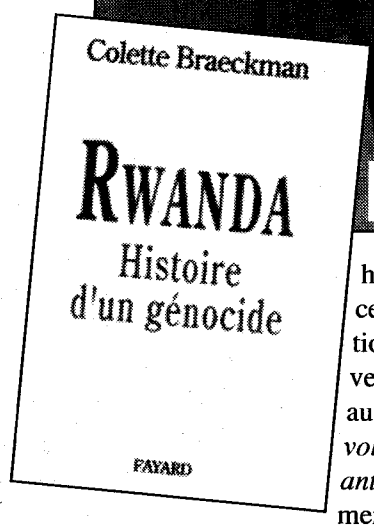
Les travailleurs seront donc de plus en plus logés à l'enseigne de la précarité permanente. A moins de produire un nouveau "CDD", le "capitalisme à durée déterminé"... qu'on virerait au plus vite !

Rwanda, histoire d'un génocide

de Colette Braeckman

AFP

Mitterrand passant en revue les troupes rwandaises, en compagnie de Habyarimana, en 1984.



Plusieurs ouvrages, au cours des derniers mois, sont sortis en librairie concernant le Rwanda ; mais la lecture du livre de Colette Braeckman, journaliste au *Soir* - quotidien belge de centre gauche - et collaboratrice du *Monde diplomatique*, est particulièrement à recommander.

Outre qu'il offre un panorama clair et instructif de l'histoire du Rwanda (de même, en partie, que du Burundi) depuis l'époque coloniale jusqu'aux développements actuels, il a également le mérite d'établir nettement, faits à l'appui, les responsabilités de la colonisation belge comme celles aujourd'hui des gouvernements français dans les drames terribles qu'a vécus et que vit la population.

L'auteur s'attache d'emblée à faire justice de la thèse, si répandue par les journalistes, d'une prétendue *«haine ancestrale»* entre Hutus et Tutsis qui serait la cause des massacres. Elle explique comment l'intrusion des colonisateurs a déstabilisé le royaume en place au Rwanda à la fin du XIXème siècle, et a transformé la différence entre groupes sociaux en un antagonisme sans cesse ravivé pour les besoins de l'administration coloniale.

De la sorte, les dirigeants belges ont réussi à transférer sur *«l'élite»* locale des Tutsis, dont ils avaient fait leurs relais, leur propre responsabilité dans les malheurs et l'oppression imposés à la masse du peuple, avec, à l'appui, une théorie raciste qui dressait les Rwandais les uns contre les autres et présentait les Tutsis comme *«une race de seigneurs»*...

Le rôle de l'Église catholique dans cette politique est souligné. De même, son rôle dans le revirement politique opéré à la veille des indépendances : c'est dans la majorité hutue que furent cette fois sélectionnés les nouveaux dirigeants, au nom d'une *«révolution sociale anti-féodale»* largement inspirée par les responsables coloniaux et la hiérarchie catholique, à titre de contre-feu préventif.

Rwanda, Histoire d'un génocide montre dans quel passé l'histoire récente plonge ses racines, mais il fait plus que montrer : il dénonce. Cette dénonciation devient particulièrement vigoureuse lorsque le livre aborde la dictature d'Habyarimana (1973-1994) et ses méthodes, notamment lorsqu'elle s'est sentie menacée par l'armée du Front Patriotique Rwandais. A travers des descriptions détaillées et concrètes, on mesure à quel point les tueries ont été minutieusement préméditées et organisées, avec la complicité active du gouvernement français.

Ce livre est un reportage impressionnant, qui inclut l'opération *«Turquoise»* et ses suites. Par ailleurs, il souligne l'importance pour les dirigeants impérialistes de leurs liens avec le dictateur zaïrois Mobutu, et ce que peut représenter le petit Rwanda à cet égard.

Cet ouvrage apprend beaucoup, avec simplicité, ce qui est aussi un de ses mérites. Les nombreux témoignages et points de vue recueillis sur place en rendent la lecture souvent poignante.

Christiane Le Guern

Rwanda histoire d'un génocide
de ColetteBraeckman -
331 pages -
Ed. Fayard - 120 F.

On peut s'en passer...

Le génocide franco-africain
de Pascal Krop

Avec sa manchette provocante *«Faut-il juger les Mitterrand ?»*, ce livre a de quoi attirer tous ceux qu'indigne légitimement le sale rôle de l'impérialisme français en Afrique noire. Malheureusement, sa lecture risque de les décevoir.

Non que ce court texte manque de passages indignés et de protestations justifiées. Tant il est vrai que les faits et les crimes à dénoncer ne manquent pas, au fil d'une «politique africaine de la France» qui se caractérise par l'importance qu'occupent les liens personnels, les réseaux occultes et les financements secrets dans les relations entre la France (l'Élysée, les différents ministères concernés...) et les dictatures africaines.

Et on ne dénoncera sans doute jamais assez toute cette crapulerie.

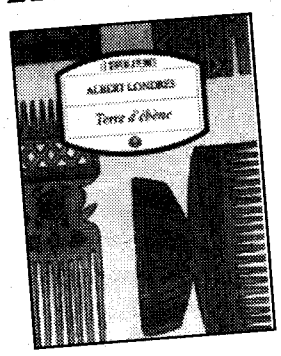
Mais il n'en demeure pas moins que le rapide tour d'horizon que fait Pascal Krop reste sommaire et vu le plus souvent par le petit bout de la lorgnette.

L'auteur incrimine «les» Mitterrand, c'est-à-dire non seulement le président mais aussi son fils Jean-Christophe - qui a été pendant plusieurs années conseiller officiel pour les Affaires africaines à l'Élysée -, aux amitiés peu reluisantes, par exemple avec un fils Habyarimana... A juste titre, certes, mais l'ignominieuse politique africaine de l'État français doit beaucoup de ses traits à la position de seconde zone de l'impérialisme français dans la concurrence inter-impérialiste générale, et elle ne date pas plus des Mitterrand qu'elle n'est susceptible d'être améliorée par des conseils de démocratie, ou des leçons de morale. L'*«explication»* reste donc un peu courte...

C.L.G.

Le génocide franco-africain
de Pascal Krop
Ed. JC Lattès - 75 F.

Réédition



Terre d'ébène
d'Albert Londres

Un reportage qu'on peut qualifier de «classique» sur l'exploitation impérialiste dans les colonies françaises d'Afrique noire, en 1927, et qui, à l'époque, fit scandale.

Le journaliste Albert Londres donne le ton d'emblée, dès son arrivée à Dakar: satire des coloniaux (voyageant avec 40 caisses de vaisselle, mobilier, etc.) ; émotion devant la construction du chemin de fer qui, sur 1200 km, devait joindre l'Atlantique au Niger : il faudrait, écrit-il, *«honorer, à chaque traverse, la mémoire d'un nègre tombé pour la civilisation»*.

Suivent des pages virulentes sur différents aspects de la vie qui est faite aux Africains, sur les méthodes impitoyables de recrutement pour l'armée, pour les routes, pour les coupeurs de bois, avant d'en venir à l'hécatombe que fut la construction du chemin de fer Congo-Océan, au Congo français, par la Compagnie des Batignolles (17 000 morts, évalue-t-il, pour 140 km de voie...).

Albert Londres était loin d'être un révolutionnaire. Sa conclusion consiste à déplorer que *«le sol colonial»* n'ait *«pas encore gagné la confiance des capitalistes»* (puisqu'ils n'y investissaient guère), et que les colonies françaises demeurent inférieures en équipement aux colonies anglaises ou belges. Mais sa révolte, exprimée le plus souvent avec un humour mordant, face aux souffrances imposées aux peuples africains, vaut bien plus que cette conclusion-là.

C.L.G.

Terre d'ébène
d'Albert Londres
Dans une agréable collection de poche au tout petit format,
«Le Serpent à plumes» - 35 F

Après les promesses,

MANDELA PRÊCHE LA PATIENCE

Afrique du Sud

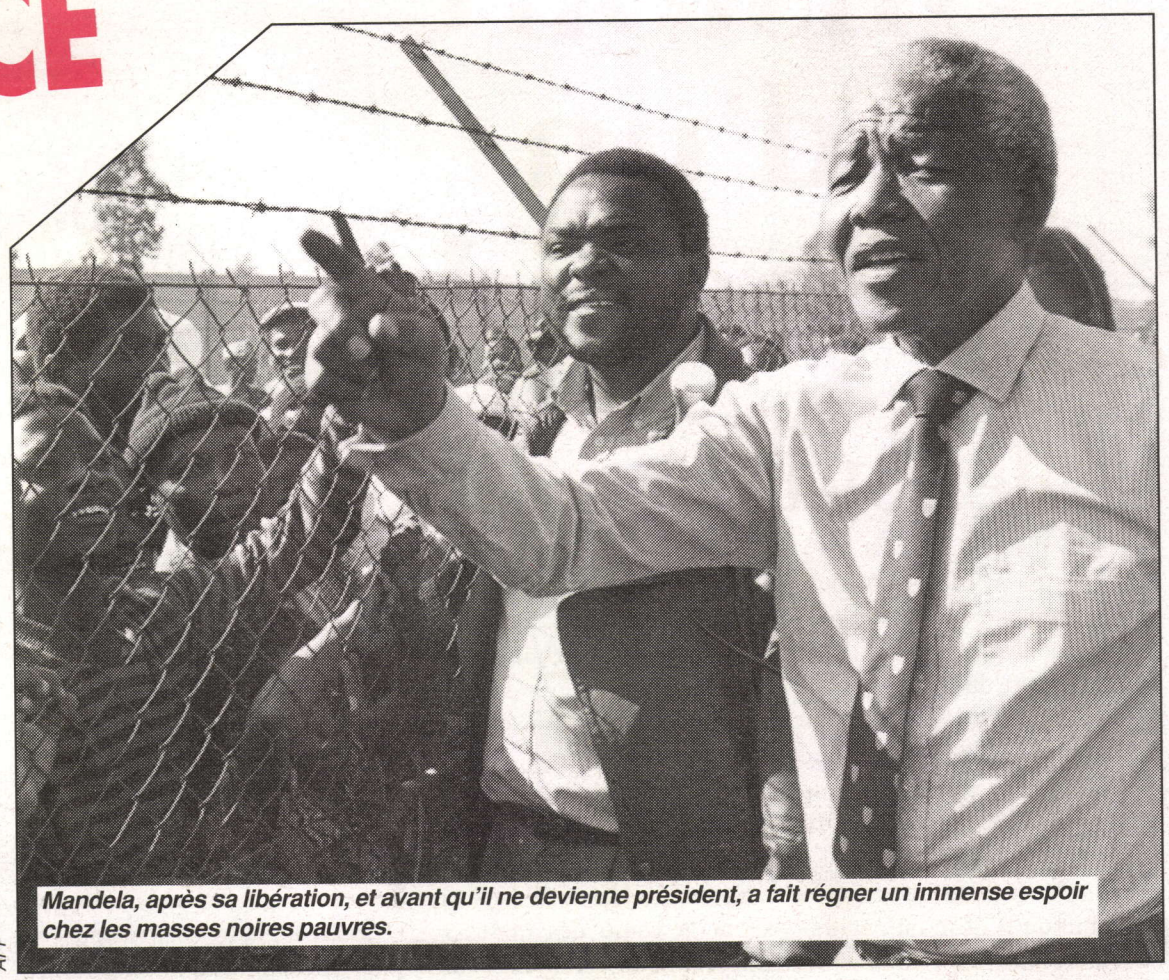
Le Congrès National Africain (ANC), l'organisation de Nelson Mandela, a tenu sa 49ème Conférence, la première depuis son arrivée au pouvoir il y a sept mois.

Les dirigeants de l'ANC ont dû constater le mécontentement qui régnait dans les cités noires. Car si l'Apartheid a vécu, la situation des Noirs, celle des travailleurs et des pauvres des townships, ne s'est pas améliorée. Il n'y a pas plus de travail et de logements pour les pauvres qu'auparavant, et ceux qui croyaient que l'accession de Mandela à la présidence serait la garantie de l'accès de tous les Noirs à l'éducation, au travail, au logement et à la santé commencent à manifester leur déception.

Face à cette situation, Mandela a reconnu qu'il n'avait pas pu "*donner tout ce qu'il avait promis avant les élections*" et qu'il ne pourrait sans doute pas "*apporter de bonnes nouvelles l'an prochain ou l'année suivante*". Mais cette franchise à retardement est tout le contraire d'une autocritique. C'est une hypocrisie de plus, pour mieux prêcher la patience et la résignation aux déshérités.

Il parle de la nécessité de la "*reconstruction*", qui passerait, dit-il, par la "*réconciliation avec les Blancs*".

Mais ce que Mandela appelle "*la réconciliation*" n'est autre chose, pour les pauvres — c'est-à-dire la grande majorité des Noirs — que l'acceptation que ce soient les mêmes qu'avant qui gardent en main le pouvoir économique. Dans tous les pays du monde, les porte-parole des exploiteurs chantent la même chanson. Ils expliquent que le sort des pauvres ne pourra s'améliorer que si "le pays se développe", c'est-à-dire si on aide les possédants à développer leurs affaires. En l'occurrence, les possédants sont blancs et l'homme qui appelle aux sacrifices est un Noir, qui a passé des années dans les geôles de l'Apartheid, une dictature odieuse exercée par la minorité blanche contre les Noirs.



Mandela, après sa libération, et avant qu'il ne devienne président, a fait régner un immense espoir chez les masses noires pauvres.

AFP

Mais Mandela a utilisé le crédit que lui avait donné son passé, il a volontairement cultivé les illusions en multipliant les promesses, afin que la colère et la révolte des masses noires soient canalisées et s'apaisent.

Il apparaît sous le jour de l'homme d'État qui, au nom de la raison d'État, prêche l'ordre, la patience et la résignation.

La fin de l'Apartheid a peut-être donné à la population noire des droits élémentaires que lui déniait le pouvoir blanc, mais elle n'a pas mis fin à une ségrégation, sociale celle-là, mais de fait encore raciale, puisque les exploités et les déshérités sont pour leur grande majorité noirs.

Et c'est Mandela et les dirigeants de l'ANC qui maintiennent ce joug-là en place.

Sylvie Friedman

Espagne

LES ASSASSINS ÉTAIENT DES POLICIERS

Parce qu'un juge avait l'esprit tenace, voilà que onze ans après les premières actions meurtrières des GAL (groupes anti-terroristes de libération), cinq hauts responsables de la police espagnole ont été arrêtés et trois d'entre eux écroués.

Le GAL, c'est une vieille histoire. Il se présentait à l'époque comme une organisation paramilitaire, une sorte de milice privée qui s'était donné pour tâche d'exécuter les terroristes de l'ETA. Des terroristes privés en quelque sorte se chargeant de lutter contre le terrorisme basque. Avec des méthodes qui, bien entendu, ne s'embarrassaient pas de la légalité : enlèvements, assassinats, bombes, mitraillages de cafés. Le GAL opérait en Espagne et au Pays basque français considéré comme une base arrière de l'ETA. Ce que la police espagnole, pourtant riche d'une lourde expérience en matière de traque et de torture, ne pouvait pas officiellement se permettre de faire, le GAL le faisait. Et quand ces bandes d'assassins opéraient au Pays basque français, en mitraillant des cafés de Ciboure ou du Vieux-Bayonne, le gouvernement et la police française se lavaient les mains ; car, laissaient-ils entendre, ce n'était pas la collaboration des polices, mais des milices privées qui marchaient pour leur propre compte !

Aujourd'hui, l'enquête du juge espagnol a mis en cause cinq hauts fonctionnaires de la police. Le GAL était un enfant de l'appareil d'État. Il bénéficiait de son appui, de ses fichiers, de son fric, de ses complicités, de sa logistique. A son plus haut niveau, l'appareil policier était dans le coup.

On s'en doutait bien sûr, comme on savait que "la chasse aux terroristes" basques avait gangrené du haut en bas un appareil répressif, déjà réactionnaire par nature, qui traitait avec la même violence et le même mépris des droits élémentaires, les petits voleurs, les trafiquants de drogue ou les marginaux. Dans le cadre de la guerre contre l'ETA, la police et l'armée espagnoles ont développé, y compris sous le régime du soi-disant socialiste Felipe Gonzalez, les tendances fascisantes qui avaient si facilement survécu au franquisme.

Aujourd'hui, les arrestations des responsables de la police mettent en lumière ce phénomène. Mais ne l'arrêtent pas. Évidemment.

Le terrorisme basque, dans ses limites nationalistes, marque peut-être le pas aujourd'hui, mais il se nourrit encore de cette violence exercée par l'État et son appareil. Le GAL n'existe plus. Le problème basque et l'appareil d'État espagnol, si.

Colette Bernard

Le Père Noël est une ordure

En guise de prime de Noël, le patron d'une compagnie de bus anglaise a offert une boîte de biscuits à ses salariés. Mais, attention, une boîte pour tous, ce qui, pour 88 employés, fait un biscuit chacun...

On ne sait pas combien de "biscuits" ce patron se met chaque jour de côté, mais on imagine. Nous mettre au biscuit, voire au pain sec, c'est le rêve de bien des patrons, et pas seulement en Angleterre. Et si on leur répondait : ras la hotte !

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995